

"L'heure de la vérité" dans Le Monde (1er septembre 1954)

Légende: Sous le pseudonyme de Sirius, Hubert Beuve-Méry, fondateur du quotidien français Le Monde, commente les événements du 30 août 1954 à l'Assemblée nationale française.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 01.09.1954, n° 2 986. Paris: Le Monde. "L'heure de la vérité", auteur: Sirius , p. 1.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_heure_de_la_verite"_dans_le_monde_1er_septembre_1954-fr-dacc635e-59c0-4c53-8dee-4cf657b20026.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/05/2013

L HEURE DE LA VÉRITÉ

PAR SIRIUS

Né dans l'équivoque, mûri dans l'intrigue, le mensonge et la corruption, le projet de Communauté européenne de défense a succombé hier aux coups que ses plus fanatiques partisans, en voulant trop bien faire, ne cessaient de lui porter.

Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous avons approuvé ici même l'attitude adoptée par le président du conseil en nous bornant à formuler une fois encore les expresses réserves sur le principe du réarmement de l'Allemagne comme sur les modalités envisagées depuis quatre ans. Mais il nous semblait que M. Mendès-France en s'efforçant, fût-ce contre tout espoir, d'empêcher la cassure et de concilier l'inconciliable, en refusant obstinément de se mettre à la tête d'un camp contre l'autre, s'appliquait vraiment à dégager la solution qui entraînerait le moindre mal. Cela paraissait justifier que chacun fit taire certaines préférences, voire, jusqu'à plus ample informé, certaines convictions.

Mais les ultras de la petite Europe ne l'entendaient pas ainsi. Non contents de s'opposer sur le plan intérieur à la tentative du président du conseil, ils n'ont pas hésité à tromper une fois de plus nos partenaires étrangers sur les dispositions du Parlement français pour mieux assurer l'échec de cette tentative. La C.E.D. apparaissait ainsi sous son jour le plus cru : une sorte de coalition solidement nouée pour imposer bon gré mal gré à la France non seulement le réarmement de l'Allemagne, mais sa suprématie en Europe. Et cela avec le concours passionné de ceux-là mêmes qui, naguère encore, proclamaient avec M. Robert Schuman : «L'Allemagne n'a pas encore de traité de paix. Elle n'a pas d'armée et ne doit pas en avoir. Elle n'a pas d'armement et elle n'en aura pas».

Il devenait dès lors évident que la ratification du traité de C.E.D. était tout à fait impossible. Affolés, les conjurés tentèrent bien de faire machine en arrière, d'accepter les propositions qu'ils avaient si imprudemment combattues à Bruxelles, de rendre plus malléables les partenaires étrangers qu'ils avaient incités à l'intransigeance et surtout de gagner encore quelque temps en imposant de nouveaux délais. C'est sous l'effet même de ces dernières démarches que le vote allait devenir inéluctable.

Le mal est fait que le chef du gouvernement voulait éviter, et peut-être est-ce finalement un bien. Si mal il y a, il ne doit pas être irréparable, bien au contraire. Les Français et leurs alliés, comme leurs adversaires, savent maintenant à quoi s'en tenir, et l'heure de la vérité a enfin sonné pour tous. Pour les Russes, qui doivent comprendre qu'il est impossible de prêcher indéfiniment le désarmement aux autres sans s'y prêter soi-même. Pour les Américains, qui doivent comprendre qu'il ne suffit pas de renverser les alliances pour fonder l'Europe et assurer la paix. Pour les Anglais, qui doivent comprendre que leur sort est beaucoup trop étroitement lié à celui du continent pour qu'une politique puisse être bonne ici et mauvaise là, ou inversement. Pour les Français enfin, qui, débarrassés d'un complexe d'illusions, de servilité et d'hypocrisie, peuvent reconquérir le droit à la confiance et au respect.

L'heure de la vérité est grave parce qu'elle précède de peu celle de graves décisions. Il n'est peut-être pas trop tard pour bloquer le fatal engrenage de la course aux armements, redresser les déviations du pacte atlantique, rechercher sur des bases plus saines et plus solides la réconciliation franco-allemande et l'organisation progressive de l'Europe. Plus encore que de Washington et de Paris, c'est de Londres et de Moscou que pourraient venir des initiatives capables de modifier le cours des événements. M. Mendès-France a dû le dire la semaine dernière aux ministres britanniques. Hier, de la Chambre, M. Herriot lançait au Kremlin un suprême appel. MM. Churchill et Eden, M. Malenkov, laisseront-ils passer l'occasion que leur offre la décision du Parlement français?